



Nancy, le 10 juin 2021

Liminaire du Comité Hygiène et Sécurité et Conditions de Travail de Meurthe et Moselle

Monsieur le Président,

Pas de retour à l'anormal !

Nous ne nous laisserons pas imposer un retour qui s'annonce cauchemardesque.

La période qui vient de finir n'est en rien banale. Et le retour à la « normale » n'est qu'une illusion.

La responsabilité de la gestion de cette crise devrait être reposée rapidement, loin du satisfecit de Monsieur le Président Emmanuel Macron et de son gouvernement : pourquoi n'avons-nous pas eu les masques, les tests qui auraient pu limiter ou retarder le confinement, limiter la contagion, mieux protéger ceux et celles qui ont continué à travailler pour nous soigner, faire fonctionner la société, limiter le nombre de décès... ? Pourquoi les hôpitaux publics ont-ils été débordés, les places en réanimations insuffisantes, les personnels soignant·es exposé·es sans protection, et épuisé·es vu leur nombre insuffisant ? Pourquoi les vaccins ont-ils mis autant de temps pour être accessibles ?

Lors de ce confinement, nous avons mesuré les dégâts de la marchandisation de la santé et de tous les services publics, même si nous avons encore une fois compté sur ces services alors que leur casse est sciemment organisée. L'affaire de la panne des numéros d'urgence gérés par l'opérateur privé orange prouve, une fois encore, s'il en était besoin, des conséquences dramatiques de ces politiques.

Le désir de vouloir effacer de nos mémoires cette période de confinement, de revenir à la « normale » est compréhensible. Mais les dégâts humains de cette crise sont importants et le resteront après le déconfinement avec un chômage massif et les drames humains qui en résulteront.

Pourtant, rien n'est « normal » ou fondamentalement différent dans le monde d'après que veut nous imposer celles et ceux qui restent les principaux acteur·trices et promoteur·trices du capitalisme : discours sur le « travailler plus », discours sur les sacrifices à faire au niveau du droit du travail ou du droit de manifester, et une répression policière encore accentuée.

Au niveau des ministères financiers, la situation est la même. Les agent.e.s ont été confiné.e.s, pas les projets de restructuration, de réorganisation, de fusion, d'absorption qui ont continué à marche forcée.

Les applications n'ont pas été améliorées, les connexions internet pas redimensionnées...

Ça rame, ça rame... Galériens des temps modernes notre administration se revendique à la pointe du progrès, vantant les mérites de l'informatique et de la dématérialisation. Mais, derrière ce vernis politico-administratif, lorsque l'on contourne ce décor de carton pâte, la réalité est toute autre !

Les agents deviennent les reines et les rois du « clic » passant allègrement d'une fenêtre à l'autre afin de tenter de dénicher des informations, fiabiliser nos dossiers et, tout simplement, effectuer les missions qui nous sont dévolues. Tout cela sans compter sur une interface digne du dernier quart du XXème siècle à l'avènement de l'informatique. L'austérité d'applications telles que MEDOC, MAJIC, ROC-SP REC, CHORUS, Etc... est appréciée à sa « juste valeur » par les agents. Mais quel manque d'intuitivité et d'ergonomie !!! L'informatique a été inventée pour se plier à l'homme, dans nos administrations, ce sont les agents qui se plient à l'informatique.

Alors que l'on nous vante le droit à l'erreur, ces outils informatiques sont intraitables à la moindre bétise : soit vous êtes sortis immédiatement de la tâche que vous traitiez, soit elles se bloquent rendant leur utilisation quasi impossible.

En fait, c'est à se demander si d'administration fiscale se donne suffisamment les moyens de ses ambitions. Le constat est simple : les tuyaux sont sous dimensionnés au regard du flot de données informatiques de ce « Styx » binaire. Du coup... et bien ça plante et ça rame à tout va !!!

Parfois, nos applicatifs rament, rament !!! On voit que ça cherche, que la barre de progression avance, comme si un sablier s'écoulait doucement, pour au final se débloquer. Mais, le symptôme le plus grave connu de toutes et de tous, notre plus grand cauchemar, c'est « une erreur est survenue » ou « HTTP 502 Service indisponible : le service est momentanément indisponible Veuillez nous excuser pour la gêne occasionnée ».

Et là, c'est le drame, avec le tout numérique, plus moyen d'avancer, alors on tâtonne, on interroge les collègues pour savoir comment ça se passe pour eux, on va vérifier, par exemple sur Switch, si une perturbation ou une indisponibilité de nos applicatifs était annoncée (<http://switch.appli.dgfip/>). La situation peut être encore pire lorsque l'on est en télétravail : la solitude et la sensation d'isolement sont alors bien plus grandes. Les agent.e.s sont rarement averti.e.s.

Puis excédé, on ne peut que faire le constat de notre aliénation à l'informatique, devenue toute puissante, sans laquelle nous n'avons plus la possibilité de travailler. C'est sans compter sur une hiérarchie parfois dubitative, attachée à notre productivité (sic) et qui a depuis longtemps fait fi de notre attachement fondamental au service public, qui remet en question la véracité des incidents ou bien même notre implication professionnelle...

Il y a quelques années, nous avons fait une alerte sur ces problèmes récurrents de notre belle informatique qui augmentaient considérablement les risques psycho-sociaux pour les agents. Nous avons en ce temps eu un sourire agacé de notre administration.

Sachez aussi que pour la hiérarchie, le travail fait n'est jamais considéré, car le reste à faire est toujours le plus important.

On aurait pu penser que nos directions allaient tirer les leçons de cette crise.

Il n'en est rien. La DGFIP doit prochainement se voir transférer des missions fiscales de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, sans aucune préparation. Elle doit réceptionner ces nouvelles missions de perception et contrôle sans être ni formée, ni en capacité d'accueillir les agents spécialisés de la fiscalité douanière, puisqu'elle est sommée de rendre des emplois.

Alors oui, nous pouvons le dire, l'administration n'a pas retenu la leçon de la crise. Son seul leitmotiv est « retour à la normale ». Le plus mauvais choix, il faut donc retrouver tous les errements managériaux, subir toutes les situations de stress, comme si rien ne s'était passé.

Franchement, croyez-vous que cela fonctionnait si bien avant pour que nous nous vantions de recopier les erreurs du passé.

L'augmentation du nombre de fiches de signalement ayant trait à des incidents entre agents dans nos différentes directions nous inquiètent.

C'est pourquoi Solidaires Finances demande qu'un effort particulier soit fait pour évaluer la charge de travail, réguler les tensions entre agents, animer autrement le collectif de travail, identifier et intégrer de nouveaux modes d'organisation efficaces, éviter l'isolement, la perte de sens, la démotivation, communiquer pour rassurer, prévenir les risques d'agression et de violence envers les salariés.

